

LA LISTE DES MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL ADOPTÉE

Page 3

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

923 NOUVEAUX CAS ET 16 DÉCÈS EN 24 HEURES

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4300 | Mercredi 14 juillet 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

FORÊT DE BAÏNEM À ALGER

UN INCENDIE CRIMINEL ÉVITÉ DE JUSTESSE

Page 4

ANP

19 TERRORISTES NEUTRALISÉS EN SIX MOIS

Page 3



À L'OCCASION DE L'AÏD EL-ADHA



TEBBOUNE DÉCRÈTE DE NOUVELLES GRÂCES

Page 16

RETRAITE PROPORTIONNELLE ET SANS CONDITION D'ÂGE

VERS SON RETOUR ?

Page 3

PRODUCTION DE VACCINS ANTI-COVID EN ALGÉRIE

BENBAHMED RASSURE

Page 5



2

commerces fermés
à Blida suite à une
intoxication
collective.

45

% des Algériens
enclins à acquérir
une voiture
électrique.

290

autorisations de
forage octroyées en
2021 dans la wilaya
de Biskra.

Fil rouge à la Télévision sur la prévention anti-Covid-19

La Télévision publique algérienne a consacré la journée du samedi à la prévention contre la propagation du nouveau coronavirus par un programme comportant des reportages, tables rondes et débats autour de la pandémie et l'importance du vaccin pour la contrecarrer. "Faites vous vacciner" est le thème choisi pour ce fil rouge de sensibilisation dont les programmes ont démarré à 7h du matin. Pour rappel 813 nouveaux cas de coronavirus et 13 décès ont été enregistrés pour la seule journée de samedi et c'est loin d'être un chiffre définitif, attendu que plusieurs malades ne se font pas diagnostiquer, n'en ayant pas les moyens financiers. Jeudi dernier, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, avait lancé un appel à l'ensemble des directeurs locaux de la santé afin d'augmenter la cadence de la vaccination des citoyens en vue d'atteindre l'objectif tracé par les pouvoirs publics, à savoir un taux de 70 %. S'exprimant lors d'une rencontre tenue en visioconférence avec les directeurs de la santé, le ministre a insisté sur



"l'accélération" de l'opération de vaccination de la population au vu de la disponibilité de "quantités importantes" des doses en attendant que d'autres lots arrivent progressivement en Algérie.

Des moutons cédés entre 32.000 et 60.000 DA par Alviar



L'Algérienne des viandes rouges (Alviar) procède à la vente de moutons à l'occasion de l'Aïd el-Adha à des prix oscillant entre

32.000 DA et 60.000 DA. La vente se fera au niveau des dépôts d'Alviar jusqu'à la veille de l'Aïd. 6 points de vente sont prévus à cet effet, à travers le territoire national : Birtouta pour Alger, El-Bouni à Annaba, Es-Senia pour la wilaya d'Oran, 2 autres points de vente sont prévus à Bejaïa et à la ferme Si-Antar de Médéa. 2.000 têtes sont déjà disponibles au niveau du point de vente de l'entreprise à Baba-Ali. Cependant la possibilité de recourir aux éleveurs si nécessaire n'est pas exclue. Les moutons proposés à la vente sont sains comme le prouve le certificat vétérinaire délivré par les services vétérinaires de la wilaya qui accompagnent le déplacement du cheptel. Ce certificat est un document officiel à défaut duquel il est interdit de déplacer les moutons d'une wilaya à une autre.

L'établissement se propose ainsi de garder les bêtes achetées jusqu'à la veille de l'Aïd contre une somme symbolique de 500 DA, et offre, à titre gracieux, le service d'égorgeage et de contrôle vétérinaire pré et post-sacrifice. En cas de confirmation d'une quelconque altération des entrailles, il en sera débarrassé en toute sécurité.

Le TNA lance la e-billetterie pour assister aux spectacles

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) a lancé récemment la e-billetterie. Cette initiative louable à plus d'un titre en ces temps de crise sanitaire permettra aux amateurs du quatrième art d'acheter en ligne leur ticket pour assister aux différents spectacles programmés dans cet établissement culturel. C'est ainsi le premier organisme culturel à avoir lancé la billetterie électronique, explique son directeur artistique Djamel Guermi. Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi a d'ailleurs mis en vente les premiers billets électroniques dimanche dernier, pour permettre d'assister à la représentation du spectacle *La rue des hypocrites*, une pièce théâtrale écrite et mise en scène par Ahmed Rezzak, programmée jusqu'au 15 juillet dans le cadre des célébrations du 59^e anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse. Les spectateurs pourront désormais acheter leurs billets en ligne via leur carte interbancaire sur le site web du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi à savoir : www.tna.dz. Ce nouveau mode



de paiement s'inscrit, entre autres, dans le cadre de l'opération de la numérisation du secteur de la Culture et des Arts.

D
I
X
I
L
T

Mohamed Salem Ould Salek, ministre des AE de la RASD

"La communauté internationale doit imposer au Maroc de respecter ses engagements. Il faut que le Maroc respecte les frontières de ses voisins."

Un immeuble de 10 étages construit en Chine en... 28 heures

Après l'hôpital de Wuhan construit et équipé en 10 jours, il a suffi d'à peine plus d'une journée au géant chinois Broad Group pour construire un immeuble de 10 étages. Une vidéo montrant les étapes des travaux a été mise en ligne par Broad Group, l'entreprise qui a géré la construction de cet immeuble baptisé Living Building.

L'édifice est constitué de blocs géants fabriqués dans une usine du groupe. Ces modules de construction prennent la forme de conteneurs pliés qui sont dépliés une fois sur place, puis assemblés. Ils sont munis des équipements électriques et des finitions intérieures à leur sortie de l'usine.

Il avait un sifflet coincé dans le... poumon

Des médecins indiens ont été confrontés à un cas plutpot insolite. Un petit garçon présentait en effet une toux sifflante, très inhabituelle. Après plusieurs auscultations et examens, ils ont résolu le mystère. Ce n'était pas une maladie rare, mais un... jouet qui s'était logé dans le poumon de l'enfant. Les médecins ont pu retirer l'objet : c'était un petit sifflet que l'enfant avait avalé en jouant avec.

OPÉRATIONS MENÉES PAR LES ÉLÉMENTS DE L'ANP

19 terroristes neutralisés en six mois



Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, 19 terroristes ont été neutralisés par les éléments de l'ANP (9 abattus, 5 repentis et 5 capturés), selon un bilan opérationnel de l'ANP.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, durant le premier semestre 2021, plusieurs opérations inscrites dans le cadre de leurs "nobles missions" de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, et qui "témoignent de l'engagement inflexible des Forces Armées à préserver la quiétude et la sécurité du pays", a indiqué un bilan opérationnel de l'ANP.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, 19 terroristes ont été neutralisés (9 abattus, 5 repentis et 5 capturés), selon le même bilan qui fait état de l'arrestation de

72 éléments de soutien aux groupes terroristes, de la destruction de 41 casemates pour terroristes, 84 bombes artisanales et un mortier, ainsi que la récupération de 302 armes (29 pistolets-mitrailleurs de types Kalachnikov, 256 fusils de différents types, 16 pistolets automatiques de différents types, un système de missiles anti avions Strella M2) et la saisie de 27 roquettes et 290.909 balles de différents calibres, 35 chaînes de munitions, et 2,8 quintaux de poudre noire.

Concernant la lutte contre le crime organisé et la sécurisation des frontières, le bilan indique l'arrestation de 866 narcotrafiquants, et de 6.198 contrebandiers et orpailleurs, ainsi que la saisie de 345,9 quintaux de kif traité, 4,917 quintaux de cocaïne et 1.098.093 comprimés psychotropes.

Dans le même cadre, il a été saisi 2.367 marteaux-piqueurs, 4.177 groupes électrogènes, 85 détecteurs de métaux, 659,4 tonnes de mélange de pierre et d'or brut, 792,2 quintaux de cuivre, 4.935 moyens de liaison, 322.921 unités de diverses boissons, 642,7 tonnes de denrées ali-

mentaires, 407,9 quintaux de tabac, 555 véhicules, 2.384.079 articles pyrotechniques, 587.560 litres de carburant et 480.00 unités de produits pharmaceutiques.

Dans le même contexte, le bilan indique le démantèlement d'un réseau criminel composé de 6 individus avec en leur possession 4 milliards et 108,5 millions de centimes, dont 3 milliards et 93 millions en faux billets, qu'ils tentaient d'introduire avec la complicité des réseaux criminels marocains, ainsi que le démantèlement d'une cellule criminelle composée de partisans du mouvement terroriste "MAK", impliqués dans la planification d'attentats et d'actes criminels lors des marches et rassemblements populaires dans plusieurs régions du pays.

Par ailleurs, 1.712 candidats à l'émigration clandestine (via des embarcations de construction artisanale), ainsi que 2.665 immigrants clandestins de différentes nationalités, ont été arrêtés durant la même période.

L. B.

RETRAITE PROPORTIONNELLE ET SANS CONDITION D'ÂGE Vers la réinstauration ?

Alors que l'ancien ministre du Travail, El Hachemi Djaaboub, avait été à maintes reprises, catégorique sur l'impossibilité du retour à la retraite proportionnelle et à la retraite sans condition d'âge, voilà que la question vient d'être soulevée après son départ de la tête du département.

Évoquant à chaque fois le déficit que connaît la Caisse nationale des retraites comme principale raison, l'ancien ministre avait écarté définitivement le recours à la retraite proportionnelle et à la retraite sans condition d'âge qui a été créée en 1997. Selon lui, "le déficit de la CNR devra s'élever, courant 2021, à près de 690 Mds DA".

Cependant, et avec la nomination du nouveau gouvernement, le dossier de la retraite proportionnelle après 32 ans de service effectif, devrait être rouvert, selon le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha.

Intervenant hier, depuis Mascara, en marge du lancement de la campagne de vaccination auprès des travailleurs, le SG de l'UGTA a affirmé que la loi portant sur la condition d'atteindre l'âge de 60 ans pour prendre sa retraite est une loi injuste envers les travailleurs.

Le "Président a accueilli l'idée à bras ouverts"

Selon Labatcha, "cette loi ne comptabilise pas les années au-delà des 32 ans de services, par conséquent, il est injuste d'exiger la condition d'atteindre 60 ans pour un travailleur ayant servi pendant cette période, pour partir à la retraite".

L'intervenant a souligné que le président de la République a reçu cette idée, qui lui a été proposée lors de sa réception d'une délégation, à bras ouverts. Selon Labatcha, Tebboune leur a affirmé qu'il "est temps de reprendre le débat après l'installation de la nouvelle Assemblée". La nouvelle APN aura donc la tâche de la révision et l'instauration de la loi qui consacre le principe de la retraite à l'issue de 32 ans de travail ou de la retraite proportionnelle, la laissant facultative pour ceux qui veulent continuer à travailler au-delà de cette limite d'âge.

R. N.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption de la liste des membres du Bureau

Le Conseil de la nation a adopté, mardi à l'unanimité, la liste nominative du bureau du Conseil (vice-présidents du Conseil) au titre de l'année 2021, au cours d'une séance plénière consacrée à l'installation des instances et des structures internes, à savoir les vice-présidents et les bureaux des neuf commissions permanentes.

Au cours de cette plénière, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, les sénateurs ont adopté à main levée la liste nominative des vice-présidents de la Chambre haute du Parlement, qui a été proposée à l'unanimité par les groupes parlementaires, avec 65 voix.

Ces vice-présidents ont été élus de manière démocratique et dans un climat de transparence lors d'opérations de vote au niveau des groupes parlementaires.

Liste des membres élus :

- El Hadj Abdelkader Guerinik, groupe parlementaire du FLN

- Fouad Sebbouta, groupe parlementaire du FLN

- Ahmed Bennai, groupe parlementaire du Tiers présidentiel

- Leïla Brahimi, groupe parlementaire du Tiers présidentiel

- Mohamed Khelifa, groupe parlementaire du RND.

Dans son allocution à l'occasion, Salah Goudjil a saisi l'opportunité pour rappeler les défis auxquels doit faire face l'État algérien durant la prochaine étape, invitant tout un chacun à se "mobiliser avec le président la République et à adhérer au processus qu'il a initié afin de permettre au pays de persévérer sur la voie de parachèvement de la mise en place de l'édifice institutionnel et la restauration du capital social".

Après la levée de la séance, le bureau du Conseil de la Nation s'est réuni sous la présidence de Salah Goudjil. A l'issue de cette réunion, les vice-présidents ont été

chargés de procéder à l'installation des bureaux des 9 commissions permanentes du Conseil de la Nation au titre de l'année 2021.

A noter que l'article 10 du règlement intérieur de la chambre haute du Parlement stipule que les vice-présidents sont élus par le Conseil de la Nation pour une année renouvelable, tandis que l'article 11 dispose que les représentants des groupes parlementaires dégagent un accord, au cours d'une réunion tenue à l'initiative du président du Conseil ou sur proposition d'un groupe parlementaire, sur la répartition des postes de vice-présidents au sein de leurs groupes, sur la base de la représentativité proportionnelle. La liste est soumise au Conseil de la Nation pour adoption.

Concernant les commissions permanentes du Conseil de la Nation, l'article 16 stipule que le Conseil constitue 9 commissions permanentes qui sont : la commis-

sion des Affaires juridiques, administratives et de droits de l'Homme, la commission de la Défense nationale, la commission des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de la Communauté algérienne à l'étranger, la commission de l'Agriculture et du Développement rural, la commission des Affaires économiques et des Finances et la commission de l'Éducation, de la Formation, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Affaires religieuses.

Il s'agit également de la commission de l'Équipement et du Développement rural, la commission de la Santé, des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité nationale et de la commission de la Culture, de l'Information, de la Jeunesse et du Tourisme.

Tout membre du Conseil peut faire partie d'une seule commission permanente.

APS

PUISSANCE MAXIMALE APPELÉE EN ELECTRICITÉ Record historique le 12 juillet

La puissance maximale appelée a atteint, avant-hier lundi 12 juillet 2021 à 14h30, un record historique de 16.065 mégawatts (MW), soit une hausse de 9,2 % par rapport à la journée la plus chargée à la même période en 2020 (14.714 MW enregistrés le 28 juillet 2020 à 15h), a indiqué hier le groupe Sonelgaz dans un communiqué.

"Cette forte demande d'électricité est due à la vague de chaleur exceptionnelle qui touche l'ensemble du pays depuis quelques jours", explique la même source, qui ajoute qu'en effet, "les températures enregistrées sont supérieures de 9°C par rapport aux normales saisonnières : la température moyenne de la journée du 12 juillet 2021 était de 39°C. Elle est supérieure de 7°C par rapport à la journée de pointe du mois de juillet 2020".

Sonelgaz rappelle que "le dernier pic historique de consommation avait été enregistré le mercredi 7 août 2019 à 14h30. La puissance maximale appelée avait atteint 15 656 MW soit un taux d'évolution de de 2,6 %".

ACCIDENTS DE LA ROUTE 68 morts et 1.803 blessés en une semaine

68 personnes ont trouvé la mort et 1.803 autres ont été blessées dans 1.434 accidents de la circulation en une semaine, a indiqué un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 11 personnes décédées sur les lieux d'accident et 59 autres blessées prises en charge par les secours de la Protection civile dans 52 accidents de la route, précise la même source. Durant la même période (4 - 10 juillet), les unités d'intervention de la Protection civile ont effectué 15.442 interventions ayant permis la prise en charge de plusieurs blessés et malades traités par les secours médicalisés de la Protection civile sur les lieux des accidents et leur évacuation vers les structures sanitaires.

En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 3.115 interventions pour procéder à l'extinction de 2.441 incendies urbains, industriels et autres, ajoute le communiqué.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 163 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que l'observation des règles de la distanciation sociale. A ce titre, 96 opérations de désinfection générale à travers le territoire national ont été effectuées et ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, ce qui a mobilisé 653 agents de la Protection civile, tous grades confondus, 123 ambulances et 43 engins d'incendies.

R. N.

DOUTES SUR L'UNITÉ DE L'OPEP

Le pétrole entame la semaine en léger recul



Les prix du pétrole se sont légèrement repliés lundi, sous l'effet de volumes plus faibles et de doutes sur la capacité de l'Opep à maintenir une discipline de production.

PAR RIAD EL HADI

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a clôturé à 75,16 dollars à Londres, en baisse de 39 cents ou 0,51 %. A New York, le baril de WTI pour août a également enregistré un léger repli de 46 cents ou 0,61%, à 74,10 dollars. "Il n'y a pas beaucoup de volume ou de conviction", a commenté Bill O'Grady, responsable de la recherche marché pour la société Confluence Investment. En milieu de semaine dernière, le plon-

geon des stocks de brut américains avait permis de soutenir le marché, mais l'effet s'est depuis estompé et le marché manque de nouvelles susceptibles de l'orienter. Reste le psychodrame de l'Opep et de l'Opep+, dont les membres n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur un possible relèvement de la production depuis l'échec d'une réunion voici dix jours. "Je suis un peu perplexé sur ce qu'est en train de faire l'Opep", a expliqué Bill O'Grady.

Si l'impasse dans laquelle se trouve l'Organisation des pays producteurs de pétrole avait, dans un premier temps, dopé les cours d'or noir, "elle a maintenant semé suffisamment de confusion et de dissonance pour que le marché n'ait plus totale confiance dans la capacité de l'alliance à préserver la hausse des prix", a estimé Louise Dickson, du cabinet Rystad Energy, dans une note. Faute d'accord, plusieurs pays membres pour-

raient ainsi relever unilatéralement leur production, fragilisant les cours. Par ailleurs, toujours selon elle, le "marché reste préoccupé par la propagation du variant Delta du coronavirus, notamment en Malaisie et au Japon, avec des mesures de restriction susceptibles de ralentir la demande de pétrole". A cela s'ajoutent les récents chiffres publiés par la Chine, qui montrent un ralentissement de l'activité économique, également de nature à affaiblir les besoins en énergie de la République populaire.

R. E.

EXPLOSION DU POSTE ELECTRIQUE DE KHEMIS-MILIANA

Les précisions de Sonelgaz

Le groupe Sonelgaz a réagi, hier, suite à l'incident survenu lundi soir au niveau du poste électrique à Khemis-Miliana dans la wilaya de Aïn-Defla. Aucun blessé n'est à déplorer.

"Le Gestionnaire du réseau de transport de l'électricité, GRTE, filiale de Sonelgaz, a enregistré, hier lundi 12 juillet 2021 à 20h50, un incident majeur au niveau d'un transformateur 220/60kV du poste 220/60/30kV de Khemis Miliana", précise Sonelgaz dans un communiqué adressé à notre rédaction.

"Cet incident a eu des répercussions sur l'alimentation en électricité d'une partie de la wilaya de Aïn-Defla, soit les communes de Ben-Allal, Sidi-Lakhdar, Meliane, Aïn-Tourki, Aïn-Benian, Hammam-Righa, Boumedfaa, Hocinia, Khemis, Bir-Ouled-Khelifa, Oued-Djemmaa, Zine-Mechiakh, Djendel, Oued-Chorfa et Birbouche", indique la même source, qui note que "le plan de protection du GRTE a bien fonctionné et a permis de restreindre l'impact de cet incident et d'éviter des coupures plus profondes." Cet "incident a été également à l'origine d'un feu important qui a été

maîtrisé rapidement grâce à l'intervention conjuguée des équipes du GRTE et de la Protection civile. Aucun blessé n'est à déplorer", assure Sonelgaz.

"Le GRTE a immédiatement mobilisé plusieurs équipes d'intervention pour le rétablissement rapide de la situation. Leur intervention a permis une reprise partielle de l'alimentation de la clientèle à partir de 22h04 à travers la mise en œuvre d'un schéma de secours.

A 00h40 l'ensemble de la clientèle a été totalement alimenté et les travaux de remplacement des équipements endommagés engagés afin de rétablir le schéma normal d'alimentation", explique la même source. Selon le communiqué, "les équipes sont à pied d'œuvre pour mener les investigations complémentaires afin de déterminer les causes exactes de cet incident et de mettre en place les éventuelles actions correctives.

Le GRTE présente ses excuses pour les désagréments causés et assure que ses équipes restent vigilantes et mobilisées", conclut la même source.

R. N.

FORÊT DE BAÏNEN Une tentative d'incendie déjouée

Une tentative d'incendie de la forêt de Baïnen, l'un des poumons de la capitale, a été déjouée par les éléments de la Protection civile.

En patrouille dans cette forêt située dans l'ouest d'Alger, ses éléments ont découvert hier lundi des pneumatiques usagés et des bidons plein d'essence, entreposés un peu partout dans les bois, a annoncé hier la Protection civile dans un communiqué publié.

La Protection civile précise avoir informé les services de sécurité et des forêts qui se sont déplacés sur les lieux pour constater les faits. Elle affirme que ces outils étaient destinés à mettre le feu à la forêt.

Le 6 juillet, la Protection civile a indiqué que des sapeurs-pompiers ont été agressés dans une forêt à Khenchela par des individus qui étaient munis de jerricans d'essence et qui se préparaient à mettre le feu. Le même jour, la Gendarmerie a annoncé l'arrestation de trois individus soupçonnés d'être impliqués dans les incendies qui ont ravagé les forêts de Khenchela durant la première semaine de juillet. Ces incendies, qui se poursuivent toujours, ont décimé plus de 2.500 hectares de forêts et de vergers.

En 2020, plus de 44.000 hectares de forêts ont été réduits en cendres par les incendies en Algérie.

R. N.

PRODUCTION DES VACCINS ANTI-COVID EN ALGÉRIE

Benbahmed rassure

Annoncé par le président de la République en février dernier, le projet de production du vaccin russe anti-covid Spoutnik V en Algérie devrait voir le jour en septembre prochain.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

C'est le délai avancé le 7 avril dernier par le ministre de l'Industrie pharmaceutique Lotfi Benbahmed. Depuis cette annonce, aucun état de l'avancement du projet n'a été fourni par les autorités, et les interrogations ont commencé à se faire sur le respect du délai fixé par le ministre. Hier, Lotfi Benbahmed a mis fin aux spéculations.

"Nous sommes en contacts très avancés pour la production du vaccin. Des réunions ont lieu plusieurs fois par semaine, entre Saïdal, le ministère de l'Industrie pharmaceutique, l'IPA (Institut Pasteur d'Algérie) et des chercheurs locaux, et on peut annoncer que nous allons produire effectivement le vaccin russe et le vaccin chinois", a assuré Benbahmed, sur les ondes de la Radio publique algérienne francophone.

"Nous serons dans les délais. Les précontrats ont déjà été signés, les problèmes techniques ont été résolus, le site de Constantine est prêt", a-t-il poursuivi.

Les deux vaccins, Spoutnik V et Sinovac, seront "produits sur le site de Constantine", a-t-il précisé encore.

"Il s'agit de deux technologies différentes mais dans un premier temps, nous com-



mencerons par la répartition aseptique, c'est-à-dire que nous aurons la matière première qui sera traitée et mise en flacon sur le site de Constantine", a détaillé Benbahmed. "Nos partenaires que sont Gamaleya et le fonds d'investissement direct russe ainsi que la société Sinovac (Chine), vont nous permettre de pouvoir produire ces vaccins dans les meilleurs délais", a-t-il ajouté.

Mieux, pour le vaccin russe, Lotfi Benbahmed a affirmé que l'Algérie produira de la matière première. "Cela prendra un peu plus de temps, il s'agit d'un trans-

fert d'une technologie qui a mis du temps à être maîtrisée dans les pays de fabrication", a-t-il dit.

2,5 millions de doses par mois du vaccin Sinovac

Selon lui, le partenariat avec les Russes ne s'arrête pas à la fabrication du vaccin contre le Covid. "Avec les Russes, il ne s'agit pas seulement de produire le vaccin avec Saïdal, il s'agit aussi de produire des médicaments d'oncologie et tous les produits issus de la biotechnologie. Pour l'oncologie, ce sont des produits pour les-

quels nous dépensons près de 600 millions d'euros par an, et il y a trois ou quatre produits qui dépassent 150 millions d'euros qui sont importés par la PCH et qui devraient être fabriqués localement grâce à ce transfert de technologie", a détaillé Lotfi Benbahmed.

Avec la société chinoise Sinovac, un contrat a été signé avec l'Institut Pasteur d'Algérie, pour la "livraison de 15 millions de doses d'ici à la fin de l'année", a annoncé en outre le ministre.

"En complément, nous aurons une capacité de production, dans un premier temps, d'un peu plus de 2,5 millions de doses par mois qui seront produites à Constantine (...) Nous pourrions élargir cette production si nécessaire", a précisé encore le ministre de l'Industrie pharmaceutique.

Face à la recrudescence inquiétante du Covid-19, l'Algérie a pris "toutes les précautions pour répondre aux besoins en produits vitaux", a affirmé le ministre.

"Il reste la problématique de l'oxygène. Des efforts considérables ont été faits puisque la production de l'oxygène en Algérie est passée de 120.000 litres à 450.000 litres", a expliqué Benbahmed qui rappelle qu'au "courant de la semaine passée, une perturbation a eu lieu après qu'un des producteurs a dû procéder à une révision technique de ses installations".

Cette semaine, "nous sommes au maximum de notre production (450.000 litres), nous sommes passés hier à 500.000 litres", a indiqué Benbahmed.

Et pour pallier les insuffisances en termes de capacités de stockage et d'acheminement de l'oxygène vers les différentes structures hospitalières, les producteurs ont convenu de mutualiser leurs moyens.

R. R.

VACCINATION ANTI-COVID-19

Mahyaoui dévoile l'objectif à atteindre

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le professeur Ryad Mahyaoui s'est dit "satisfait du processus de vaccination contre le Covid-19 ces derniers jours", notant que "l'objectif reste de vacciner 15 millions de personnes d'ici à la fin de l'année". Le professeur Ryad Mahyaoui a déclaré, lors de son passage comme invité de l'émission *Daïf Essabah* de la chaîne 1 de la Radio algérienne, qu'il y a eu une "réponse des citoyens ces derniers jours, même au sein d'institutions privées où les citoyens sont prêts à se faire vacciner, et les organisations médicales mènent mainte-

nant des campagnes de sensibilisation sur l'importance du vaccin, ce qui est prometteur et encourageant", a-t-il déclaré. Il a souligné que l'objectif de cette campagne est d'atteindre "15 millions de personnes vaccinées d'ici à la fin de l'année", soulignant que si le "processus de vaccination se poursuit au rythme actuel, on peut atteindre un taux de 20 % ou 25 % de personnes vaccinées d'ici la fin de l'année".

Retour sur la réunion avec Tebboune

Le professeur Mahyaoui est revenu sur la réunion qui a eu lieu avec le Président de la République, Abdelmajid Tebboune et les membres du Comité scientifique, souli-

gnant que la "réunion est opportune, en particulier avec les recommandations strictes faites par le Président, en raison du laxisme enregistré dans l'application des mesures de prévention au sein de la société, bien que le virus existe toujours et que les nouvelles souches existent également en Algérie". Il a souligné la nécessité de revenir à la mise en œuvre stricte des mesures de prévention même si le vaccin est pris "le non-respect des mesures préventives ne doit pas être toléré ou négligé, en particulier le masque de protection, jusqu'à l'atteinte de l'immunité collective, et cela ne viendra pas avant la vaccination d'environ 90 % ou 80 % de la population".

C. A.

De nouvelles restrictions imposées à Batna

Les autorités de la wilaya de Batna ont décidé d'interdire tous les regroupements familiaux, les fêtes de mariage et les circoncisions dans le cadre des mesures préventives de lutte contre la propagation du Covid-19, selon un communiqué publié lundi sur la page officielle de la wilaya sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, le chef de l'exécutif local, Toufik Mezhoud, a chargé les services de sécurité et du commerce d'organiser des sorties sur le terrain à travers les salles des fêtes pour veiller au strict respect de la décision de suspendre les activités de ces lieux et prendre les sanctions nécessaires à l'encontre des contrevenants, pouvant aller jusqu'au

retrait de l'autorisation d'exploitation. Le document fait état également de la prorogation de 21 jours du confinement partiel à domicile de 00h jusqu'au lendemain à 4h du matin, à travers toutes les communes de la wilaya, et ce à partir du lundi 12 juillet.

Les services de sécurité ont été chargés, selon le même document, d'intensifier les opérations de contrôle dans les moyens de transport, s'agissant du respect du protocole sanitaire recommandé en cette circonstance particulière.

Les services de sécurité, du commerce et de l'agriculture ont été chargés aussi d'intensifier le contrôle sur le terrain pour veiller au respect de l'application du proto-

cole sanitaire dans les espaces commerciaux et les marchés hebdomadaires et de bétail.

Intensifier le contrôle sur terrain

Le secrétaire général de la wilaya, les chefs de daïra, tous les directeurs des secteurs et services concernés, les présidents des assemblées populaires communales, le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale et le chef de sûreté de wilaya sont tenus d'exécuter cette décision publiée dans la nomenclature des décisions administratives de la wilaya.

R. N.

COVID-19 ET CANICULE

Les 5 recommandations de la Protection civile

Depuis quelques semaines, l'Algérie fait face à une hausse importante de contaminations au coronavirus, soit une troisième vague depuis le début de la pandémie. En plus du rebond du Covid-19, le pays est en pleine vague de chaleur dépassant les 40 degrés dans les wilayas côtières.

Face à la canicule et au rebond de l'épidémie, la direction générale de la Protection civile a publié, dans un communiqué, une série de recommandations afin d'éviter l'insolation et la contamination.

Dans son communiqué, la Protection civile a appelé les citoyens à ne pas s'exposer au soleil, en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques et les enfants.

Les citoyens sont également appelés à éviter les sorties pendant cette période, sauf en cas de nécessité, ou de sortir le matin tôt ou tard le soir, rester le plus possible à l'ombre et créer un courant d'air dans toute la maison.

D'un autre côté, la Protection civile a insisté sur le respect des mesures de protection contre le virus. "Si vous devez sortir, portez votre bavette, portez un chapeau, des vêtements légers en coton, de préférence de couleur claire", a recommandé la même source.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE



Office De Promotion Et de Gestion Immobilière de
La wilaya d'Adrar
NIF 097601010022454

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 40, 65.73 et 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et délégations de service publics. L'office de promotion et de gestion immobilière de la Wilaya D'Adrar. Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis de l'appel d'offre ouvert N° : 18/2021 relatif à la réalisation de 09/612 logements et achèvement de réalisation de 09/612 logements publics locatifs à travers la wilaya d'Adrar destinés aux enseignants de l'éducation Nationale programme 2008.

Qu'a l'issue des travaux de la commission d'ouverture et d'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement a :

N° LOT	LOCALITE	Attributaire Provisoire	note de l'offre technique	Montant de soumission en TTC (DA)	Montant après correction en TTC (DA)	Délai MOIS	Critère de Choix(*)
01	ZAQUIET KOUNTA	Co-contractant : ETB ALIANE AMAR N° d'identification Fiscale 197619420045916	27.67	28 109 901.55	26 805 245.67	12	MOINS DISANT
03	REGGANE	Co-contractant : EURL LAHBAB LALA N° d'identification Fiscale 002001019002269	42.00	6 007 066.30	6 005 364.81	05	MOINS DISANT
04	SALI	Co-contractant : ETB ABOUD FATMA N° d'identification Fiscale 296408030005936	28.67	24 384 114.45	24 384 114.45	12	MOINS DISANT

Les autres soumissionnaires, sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher des services de l'Office de promotion et des gestion immobilière D'Adrar dans un délai de trois (3) jours à compter du premier jours de la publication du présent avis d'attribution provisoire, afin de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financière.

Les soumissionnaires peuvent déposer leur recours au niveau de la commission des marchés compétente dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Par ailleurs cet avis d'attribution provisoire tient lieu de convocations aux entreprises a fin de se rapprocher des services de l'office a fin de procéder a la signature de leurs marchés.

Midi Libre n° 4300 - Mercredi 14 juillet 2021 - Anep 2116 012 901

MIDI
Quotidien algérien d'information



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

FÉLICITATIONS



A l'occasion de la réussite à l'examen du BAC de l'année 2021 de notre fils

Nettah Zakaria

Toute la famille nettah d'Alger et de Paris, félicitent leur adorable prince pour l'obtention du Bacalauréat et les efforts qu'il a fourni pour honorer sa famille et lui souhaite une bonne continuation dans ses études et un avenir radieux.

BRAVO ZAKARIA

ANNIVERSAIRE

La famille TAOUTI, ainsi que la famille RACHEDI souhaitent un joyeux anniversaire à

RACIM
pour ses 2 Ans.

Longue et heureuse vie à notre bébé.

ENTREPRISES PUBLIQUES ÉCONOMIQUES

Être concurrentielles et compétitives ou disparaître

Une meilleure qualification des administrateurs, plus d'autonomie dans la prise de décision, ainsi que des prérogatives plus larges des membres du Conseil d'administration (CA) sont autant de facteurs qui favorisent une meilleure gouvernance des entreprises publiques économiques (EPE).

PAR RIAD EL HADI

Intervenant lors d'un séminaire organisé par le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), sous le thème "Gouvernance des entreprises publiques économiques : le rôle des conseils d'administration", l'experte en droit des affaires, professeur Yakout Akroune, a appelé à "libérer" l'EPE en choisissant ses dirigeants sur la base de leurs compétences et leurs qualifications.

Mme Akroune a précisé que l'État actionnaire a le droit d'exiger aux EPE des performances, "sans interventionnisme excessif qui bloque l'initiative et la prise de risque en appliquant la règle du juste milieu". Elle a préconisé, également, que "les membres du CA bénéficient d'une totale indépendance dans la prise de décision afin de pouvoir s'opposer à une décision du président du CA qu'ils jugent défavorable à l'entreprise", expliquant que "le rôle des membres du CA est d'orienter, de contrôler mais aussi de conseiller l'équipe dirigeante de l'EPE".

Mme Akroune a ajouté que le président du conseil d'administration (PCA) ou président directeur général (P.-dg) d'une EPE (selon l'organigramme de l'entreprise) "doit



être élu par ses pairs et non pas désigné par l'État en sa qualité d'actionnaire unique". Pour sa part, l'expert économiste, Naceur Bourenane, a mis l'accent sur "le choix judicieux des membres du CA selon leurs qualifications pour défendre au mieux les intérêts de l'entreprise".

De son côté, le Senior economist à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Hans Christiansen, a souligné que "le gouvernement doit accorder une plus grande autonomie aux administrateurs des EPE dans le but de leur permettre de résister à la concurrence", ajoutant "qu'un contrôle total de l'État de ses EPE leur ferait perdre leur statut d'entreprises au profit d'un statut d'institutions".

A ce titre, l'OCDE ne recommande pas, selon M. Christiansen, que "des ministres siègent dans les CA du fait que leurs fonctions au sein du gouvernement puissent influencer leurs décisions au sein du CA, ces décisions qui pourraient ne pas être dans l'intérêt de l'entreprise".

M. Christiansen a préconisé que les CA soient composés de moins de fonctionnaires et plus de professionnels du management.

Intervenant à la même occasion, le directeur de l'Observatoire de l'action publique (France), Pr Pierre Bauby, a indiqué que "le CA ne doit pas être une boîte de résonance des pouvoirs publics" mais plutôt avoir "un champ d'action large et une autonomie dans la prise des décisions".

Le chef exécutif de l'Institut de gouvernance des entreprises Hawkama au Centre international financier de Dubaï, Dr Ashraf Gamal El Din, a expliqué, dans le même sens, que "si les administrateurs sont nommés par l'État, les entreprises perdront leur indépendance, notamment sur le plan économique", ajoutant que "les rôles des membres des CA consistent, notamment, à définir la stratégie de l'entreprise et agir dans l'intérêt de l'entreprise, tout en gérant au mieux les risques".

Par ailleurs, le président du CNESE, Rédha Tir, a affirmé que cette ren-

contre vise à l'amélioration du dispositif managérial des EPE en améliorant la composante de leurs CA en matière de compétence, de vision prospective et d'indépendance, dans le but d'optimiser le rendement de ces entreprises en termes d'exploitation, d'investissement et de financement.

A noter que cette rencontre a été marquée par la présence du Conseiller à l'économie et aux finances à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf, et du président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), Tarek Kour.

Des représentants des entreprises publiques, à l'instar du P.-dg de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, des dirigeants du patronat et aussi des étudiants de l'École nationale d'administration, de l'Institut d'économie douanière et fiscale de Koléa et de l'École supérieure de commerce de l'Université de Koléa y ont également pris part.

R. E.

POINTS DE VENTE DE MOUTONS

Encadrés par 2.382 vétérinaires et techniciens

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a recensé 665 points de vente de moutons sur l'ensemble du territoire national, remplissant les conditions de prévention contre la pandémie de coronavirus, en plus de l'examen vétérinaire, selon ledit ministère.

Selon la même source, les dernières statistiques du ministère font état de l'ouverture de 665 points de vente de moutons dans différentes régions du pays, dont 130 points de vente au niveau d'Alger.

Ces points de vente sont encadrés par 2.382 vétérinaires et techniciens relevant du secteur public, outre les vétérinaires privés qui participent à l'encadrement à titre individuel.

A cet égard, le ministère appelle les citoyens à se rendre aux points de vente agréés pour acheter les moutons disposant de certificats vétérinaires, et qui ont été ouverts par décision de wilaya, et éviter l'acquisition des moutons dans les endroits où il n'y a pas de vétérinaires.

Au niveau de la capitale, plus de 130 vétérinaires ont été mobilisés afin d'accompagner en continu l'opération d'acquisition de bétail au niveau des points de vente agréés, qui ont été ouverts le 6 juillet et se poursuivent jusqu'à la veille de Aïd al-Adha.

Le ministère rassure que ses services veillent au respect des procédures et des conditions préventives contre la propagation du coronavirus dans les

points de vente, et qu'ils travaillent également avec les services de sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale afin d'imposer un certificat vétérinaire pendant le processus de transport du bétail de l'éleveur au revendeur avant qu'il n'atteigne le consommateur. Et concernant la localisation de ces points, le citoyen peut utiliser la plateforme électronique "firma.dz", qui permet au consommateur d'identifier avec précision les lieux de vente disponibles à proximité de son domicile.

Au total, 115 abattoirs seront mis gratuitement à la disposition des citoyens pendant l'Aïd, selon la même source, qui a affirmé la disponibilité de services vétérinaires à

l'intérieur de ces abattoirs afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et appliquer toutes les mesures préventives. En ce qui concerne les prix des moutons, le ministère s'attend à leur stabilité, surtout durant les derniers jours, car a-t-il estimé, "la spéculation et la ruée" des citoyens vers les marchés ont contribué de manière significative à la flambée des prix des moutons. Dans le même contexte, la même source souligne que les informations reçues par les services du ministère en provenance des éleveurs indiquent l'existence d'une "abondance" qui permet la stabilité des prix, à partir de 30.000 DA la tête.

R. E.

Comprendre les phobies

Les phobies sont des peurs déclenchées par certaines situations pouvant nuire à la capacité d'adaptation d'une personne ou l'amener à complètement éviter la situation.

Bien que, normalement, ces situations ne soient pas dangereuses, elles peuvent susciter une anxiété intense chez les personnes atteintes de phobies. On estime que 1 personne sur 10 aura des phobies au cours de sa vie. Des personnes habituellement calmes et raisonnables peuvent devenir paralysées par la peur lorsqu'elles font face à des situations bien précises.

Les phobies peuvent se classer dans de nombreuses catégories :

La phobie sociale est une tendance à éviter des situations sociales, à cause d'une timidité extrême ou de la crainte de ressentir de la gêne en public. La phobie sociale touche autant les hommes que les femmes. Elle apparaît souvent dans l'enfance ou à l'adolescence, et s'accompagne parfois d'autres troubles anxieux ou d'une dépression; l'agoraphobie est la peur d'aller dans des lieux publics, y compris la peur des espaces ouverts et de la foule. L'agoraphobie frappe surtout les femmes, fréquemment au début de leur vie adulte :

*les phobies spécifiques (ou isolées) regroupent de nombreux types de réactions de peur intense, notamment

*la peur des animaux, par ex-des araignées (l'arachnophobie) ou des serpents (l'ophidiophobie)

*la peur de certains éléments de l'environnement naturel, par ex-de l'eau (l'hydrophobie), des lieux élevés (l'acrophobie);

*la peur engendrée par certaines situations, par ex-la peur des lieux clos ou des ascenseurs (la claustrophobie);

*la peur de blessures (la traumatophobie) inspirée par des situations potentiellement dangereuses - réelles ou imaginaires, comme la peur de voler (l'aviophobie);

d'autres phobies, par ex-la peur des bruits (la sonophobie et la phonophobie). Ces peurs touchant deux fois plus de femmes que d'hommes, ont tendance à se développer dans l'enfance ou au début de l'adolescence et à persister dans l'âge adulte.

Causes

Les phobies sociales et les phobies spécifiques se retrouvent parfois parmi les membres d'une même famille, ce qui indique la présence d'un facteur génétique. Certaines personnes naissent avec une prédisposition à l'anxiété, ce qui leur donne une tendance particulière aux phobies.

Les phobies peuvent se développer en réponse à une pression ou à la suite d'un événement traumatisant. Dans d'autres cas cependant, des peurs irrationnelles peuvent se développer sans aucun événement déclenchant. Les adultes reconnaissent généralement que leurs peurs sont irrationnelles ou excessives, et cela peut constituer un facteur d'isolement. La personne concernée ne parle probablement pas ni à ses amis ni aux membres de sa famille d'une peur qu'elle juge ridicule.

Les phobies font aussi naturellement partie du processus de développement. La plupart des enfants passent par des périodes où ils ont peur de l'obscurité, des monstres ou des inconnus. Beaucoup d'adolescents ressentent aussi de l'anxiété au sujet de l'image qu'ils projettent et de la façon dont ils sont perçus par autrui. Tandis que ces peurs sont normales et disparaissent avec le temps, elles peuvent quelquefois persister ou devenir incapacitantes.

Symptômes et complications

L'anxiété que ressent une personne atteinte de phobie peut se manifester par des symptômes physiques aussi bien que mentaux.

Sur le plan mental, l'anticipation d'une situation particulière, ou le désir d'éviter cette situation, peut inquiéter une personne au point de perturber son sommeil, de la fatiguer et de la rendre irritable, ou même de lui créer de la difficulté lorsqu'elle devrait concentrer son attention sur autre chose.

Sur le plan physique, l'anxiété liée à la peur peut provoquer une transpiration abondante, une respiration laborieuse, une accélération du

rythme cardiaque (des palpitations), des étourdissements ou même un évanouissement. L'anxiété peut aussi causer une tension ou douleur musculaire, nuire à la digestion et entraîner une diarrhée, par exemple.

On peut identifier des phobies particulières lorsque la peur suscitée par certaines situations — ou leur simple évocation — est assez forte pour que les gens perdent leur capacité d'y faire face. Les efforts déployés par ces personnes pour éviter les situations redoutées peuvent devenir débilissants et perturber gravement leur vie.

Les attaques de panique peuvent dégénérer en phobies. Le trouble panique est caractérisé par des sentiments récurrents d'extrême terreur et de panique combinés à une inquiétude constante au sujet de la possibilité d'avoir une autre attaque, ou par des changements de comportements causés par les attaques. Une attaque de panique peut provoquer une accélération du rythme cardiaque, des étourdissements, une perte de connaissance, de la faiblesse ou des sueurs. Ces crises de panique peuvent se produire à n'importe quel moment de la journée ou de la nuit et s'accompagnent souvent de nausées, de douleurs thoraciques, d'une perte de toute notion de réalité et de contrôle. Le trouble panique n'est pas une phobie, mais un trouble anxieux. Cependant, une attaque de panique dans un ascenseur peut entraîner la peur des ascenseurs ou des lieux clos; la peur d'une attaque de panique dans des lieux publics peut mener une personne à éviter ces endroits, d'où la survenue d'une agoraphobie. De même, les attaques de panique peuvent devenir des symptômes de phobies, et l'exposition aux choses ou aux situations redoutées est susceptible de les déclencher.

Il existe 2 types de phobies sociales. En général, la phobie inclut toutes les situations sociales en dehors du cercle familial, et peut être associée à une faible estime de soi et à la peur des critiques. Le fait d'éviter des situations sociales mène souvent à l'isolement. Par ailleurs, on observe un autre type de phobie sociale parmi les personnes qui sont normalement à l'aise dans des situations sociales informelles, mais qui deviennent excessivement nerveuses, anxieuses et agitées lorsqu'elles sont le centre de l'attention. Ce genre de phobie touche les personnes qui

doivent agir ou parler en public, même lorsqu'elles ont déjà l'habitude d'être sous le feu des projecteurs. Sir Laurence Olivier a commencé à avoir le « trac » alors que sa carrière de comédien était déjà bien établie.

L'agoraphobie survient, dans la plupart des cas, lorsqu'une personne croit qu'elle n'a aucune issue ou aucune possibilité de s'échapper vers un lieu sûr (habituellement sa maison). Les personnes atteintes sont effrayées à l'idée de se retrouver dans des lieux publics, des magasins, dans une foule, ou encore de voyager seules; elles sont sujettes à des attaques de panique lorsqu'elles doivent sortir seules. La phobie peut regrouper différentes peurs qui se chevauchent, et il en résulte une peur excessive de quitter la sécurité du domicile. Pour cette raison, l'agoraphobie est considérée comme le plus incapacitant des troubles anxieux.

Les phobies spécifiques atteignent généralement les jeunes adultes, et si elles ne sont pas traitées, elles persistent pendant de nombreuses années. Lorsque les personnes atteintes parviennent à éviter facilement les situations phobiques, les répercussions de la phobie sur leur vie ne sont plus aussi considérables. Cependant, lorsqu'elles doivent prendre des mesures excessives pour éviter certaines situations, la phobie devient un obstacle à leur fonctionnement normal. Il faut absolument que ces personnes recherchent de l'aide. Des médicaments ou différentes formes de thérapies permettront à ces personnes de travailler et de mener une vie sociale normale.

Diagnostic

Si l'anxiété ou les sentiments de détresse causés par les phobies deviennent inquiétants ou interfèrent avec les activités quotidiennes ou les relations d'une personne, un médecin ou un thérapeute peut l'aider à cerner le problème. Un professionnel de la santé commencera par poser différentes questions pour déterminer si les symptômes et le comportement concordent avec ceux d'une phobie. Voici ce qu'il cherchera à savoir :

Quelles sont les réactions du patient dans certaines situations?
Depuis quand ce problème existe-t-il?
À quelle fréquence les symptômes de phobie se manifestent-ils?



Combien de temps est consacré à l'anticipation de situations phobiques?

Selon les réponses obtenues, le type et la cause de la phobie peuvent être déterminés. En général, le meilleur indice d'une phobie est la façon dont une personne évite souvent ou constamment toute situation qui en déclencherait les symptômes. Les symptômes doivent être présents depuis au moins 6 mois pour que le diagnostic de phobie spécifique soit posé.

Traitement et prévention

Le traitement pourra être soit médicamenteux, soit psychologique.

Les traitements médicamenteux font appel aux antidépresseurs qui s'avèrent efficaces dans le traitement des divers symptômes associés aux phobies sociales, aux attaques de panique, et à une dépression concomitante. Les agents antidépresseurs (les benzodiazépines*) et les bêtabloquants peuvent aussi jouer un rôle dans le traitement. Les médicaments disponibles sont :

les inhibiteurs spécifiques du recaptage de la sérotonine (les ISRS), qui modifient le taux de sérotonine dans le cerveau, et produisent un plus petit nombre d'effets secondaires que les autres antidépresseurs;

les antidépresseurs tricycliques utilisés à faible dose dont l'usage s'est répandu dans le traitement des troubles anxieux; cependant, ces médicaments produisent des effets secondaires comme des étourdissements, de la somno-

lence, une sécheresse de la bouche et un gain de poids;

les inhibiteurs de la monoamine oxydase (IMAO) donnent de bons résultats dans le traitement des troubles de panique et des phobies sociales. Ces médicaments exigent du patient qu'il se soumette à un régime alimentaire restrictif parfois difficile à suivre. Mais l'inobservation de ce régime pourrait entraîner de très graves réactions;

les bêtabloquants - normalement utilisés dans le traitement des maladies cardiaques - sont efficaces dans le traitement de la phobie sociale. Ils sont spécifiquement prescrits aux personnes qui doivent agir ou parler en public et qui ont besoin d'une aide de courte durée pour empêcher que les symptômes physiques de la phobie ne se manifestent;

les benzodiazépines sont des anxiolytiques efficaces qui peuvent être utiles dans le traitement à court terme de l'anxiété, ou pour intervenir rapidement lors d'une attaque de panique aiguë, ou durant un traitement comportemental, alors qu'une personne tente de confronter ses phobies spécifiques ou des situations redoutées. On ne les utilise habituellement pas pour un traitement à long terme.

La psychothérapie est une intervention non médicamenteuse efficace dans le traitement des phobies sociales, des troubles de panique et des phobies spécifiques.

La thérapie cognitive est une intervention psychologique spécifique, efficace dans le traitement des phobies sociales et des troubles

paniques, qui vise à modifier la façon de penser d'une personne tout en l'aidant à mieux comprendre les croyances de base qui sous-tendent ses peurs. La thérapie comportementale, et surtout le traitement par la désensibilisation, est efficace contre certaines phobies spécifiques. Les personnes qui en sont atteintes sont exposées graduellement à la situation qu'elles craignent pendant qu'on leur enseigne des façons de leur faire face et de gérer l'anxiété qu'elles génèrent.

La mise en présence de l'objet de la peur dans la sécurité d'un milieu thérapeutique émuose les émotions qu'il suscite et permet à la personne concernée de mettre ses peurs et ses réactions en perspective.

Parler d'une peur spécifique peut contribuer à calmer l'anxiété intense qu'elle fait naître. Les membres de la famille et les amis fiables peuvent offrir un soutien utile, notamment lorsque l'anxiété est consécutive à un événement traumatisant.

Les groupes d'entraide peuvent aussi s'avérer très thérapeutiques en permettant aux participants de verbaliser leur propre histoire et d'élargir leurs horizons en écoutant celles des autres, et de voir comment ils s'y prennent pour vivre avec leurs peurs. De plus, les techniques de relaxation et de gestion du stress - apprises par l'intermédiaire de professionnels, de groupes, de livres, de vidéos ou de ressources en ligne - peuvent se révéler d'une utilité considérable dans la maîtrise de l'anxiété.



PHOBIE SCOLAIRE

Votre enfant refuse d'aller à l'école Que faire ?

Un enfant qui refuse d'aller à l'école rencontre encore beaucoup d'incompréhension. Pourtant, la phobie scolaire touche les jeunes enfants, comme les adolescents. La repérer et les aider à dépasser cette anxiété est nécessaire.

Plus que de phobie scolaire, la psychiatre Marie-France le Heuzey préfère parler du refus d'aller à l'école... moins stigmatisant sans doute. "Il y a un certain nombre d'enfants, comme d'adolescents pour lesquels le milieu scolaire est une souffrance, en tout cas, une source de grandes difficultés", précise-t-elle. Ce phénomène qui se solde par de l'absentéisme est en progression : en 2003-2004, il se situe autour de 5%. Banaliser ces élèves qui font l'école buissonnière, avec ou sans l'accord des parents, n'est pas la solution. Qui sont ces enfants "malades" de l'école ? Et comment les aider ?

Des troubles divers à l'origine de la phobie scolaire

Les manifestations sont souvent d'ordre corporel : mal au ventre, à la tête, vomissements ou diarrhées accompagnent souvent une demande de ne pas aller à l'école. Ces symptômes peuvent apparaître dès la maternelle jusqu'au collège. Ils peuvent masquer des problématiques, à commencer par la plus connue : la difficulté de séparation. Certains enfants sont pétrifiés d'angoisse à l'idée de quitter le giron de leur maman. Ce qui est normal à la crèche et passager, demande qu'on s'y penche si les crises perdurent. Ces enfants peuvent présenter plus tard des difficultés à partir en colonies ou en classes de neige. D'autres facteurs sont à l'origine de troubles corporels annonciateurs de phobie scolaire : des difficultés d'apprentissage, des propos humiliants de professeurs, une panique avant des contrôles... sans oublier tout ce qui a trait à des formes de racket, (portable, vêtements de marque, argent). Autant d'éléments qui permettent de faire la part des choses entre un refus scolaire "avéré" et une simple tentative d'école buissonnière. Le cas échéant, un recours à votre médecin permet d'établir un diagnostic signifiant.

A l'origine de la phobie scolaire : l'anxiété !

Le refus d'aller à l'école peut émerger suite à un événement majeur. "Toutefois, plus qu'une cause isolée, il vaut mieux évoquer un ensemble d'éléments", précise le Dr Le Heuzey. C'est le cas de Julie, 13 ans, qui a été



prise en grippe par son professeur de mathématiques, alors que ces parents se séparaient. C'est seulement à la suite d'un racket qu'elle a manifesté de forts symptômes de phobie. "La phobie scolaire est au carrefour entre une certaine fragilité intérieure et l'accumulation de facteurs extérieurs", ajoute la psychiatre. Les enfants de nature anxieuse, angoissés, souffrant d'une mauvaise estime de soi, sont plus menacés par ce phénomène. Ces personnalités plus vulnérables gèrent moins bien des obligations de performances, ou rencontrent des difficultés d'apprentissage ou de concentration. Quand ce n'est pas l'approche relationnelle avec ses camarades d'école, ou les professeurs qui lui pèsent. A la clé, un sentiment d'insécurité ou d'angoisse, qui ne le quitte pas. C'est pourquoi il faut commencer par évaluer les facteurs, afin de voir comment il est possible d'agir sur l'extérieur, mais de l'intérieur aussi. Reconnue comme trouble invalidant depuis 2005, la phobie scolaire nécessite une double prise en charge.

La phobie sociale responsable de l'échec scolaire ?

Votre enfant est extrêmement timide ? Il évite toute les situations dans lesquelles il doit affronter un public ? Attention, cette peur risque de lui faire rater ses études ! En effet les personnes souffrant de phobie sociale auraient plus de risques de se trouver en échec scolaire. Comment traiter cette phobie ?

Timidité excessive, peur maladive d'affronter la foule, impossibilité de parler en public... Ce sont quelques uns des signes de la phobie sociale. Cette forme pathologique d'anxiété gêne bien souvent la vie de ceux qui en souffrent.

Problèmes dans le travail et la vie personnelle

Une étude sur cette forme particulière de phobie a été menée au Canada. Elle

a porté sur plus de 8.000 personnes âgées de 15 à 64 ans. Selon les résultats, environ 13 % des gens souffrent ou ont souffert de phobie sociale. Ces anxieux étaient huit fois plus nombreux à se plaindre de problèmes dans leur travail ou dans leur vie personnelle. Ils avaient également trois fois plus de risques de souffrir de dépression. D'une manière générale, les personnes souffrant de ce type de phobie se montraient moins satisfaites de leur qualité de vie.

Peur de prendre la parole

Mais la découverte la plus intéressante de ces scientifiques est que cette phobie est également responsable de nombreux échecs scolaires. Ainsi, ceux qui souffraient de cette forme d'anxiété avaient plus souvent que les autres redoublé une classe ou arrêté leurs études plus tôt. Cela s'explique, notamment, par la peur de prendre la parole devant un groupe. Cette phobie devient ainsi très handicapante, limitant la participation de l'élève. Dans les cas extrême, le simple fait d'être dans une salle de classe, entouré de personnes, peut entraîner une anxiété qui interfère avec l'écoute et l'apprentissage.

Simple trac ou phobie sociale ?

Il est normal d'avoir le trac avant de prendre la parole ou d'être intimidé face à des inconnus. En revanche, cela se transforme en véritable problème lorsque cette peur devient chronique, lorsqu'elle reste insurmontable. C'est alors que l'on parle de phobie sociale. Dans les faits, cette anxiété est avant tout une peur d'être évalué de manière négative par l'entourage, d'être critiqué, etc. En général, cela entraîne des réactions d'évitement des situations qui peuvent amener à une prise de parole en public. Cette peur pathologique provoque ainsi de nombreux problèmes, qu'ils soient d'ordre professionnel ou privé. Selon une étude allemande 2, les phobiques ont ainsi plus de problèmes que la

moyenne de chômage ou d'arrêts de travail, utilisent plus souvent des psychotropes et sont moins satisfaits dans leurs relations amoureuses. Cette pathologie touche plus de femmes que d'hommes. Dans tous les cas, une rémission spontanée est rare et il ne faut pas hésiter à consulter en cas trac ou de timidité réellement excessive.

Réagir face à la phobie scolaire

Quand l'enfant manifeste un refus, les parents sont souvent démunis, tiraillés entre la tentation de céder à son "envie" ou celle de ne pas en tenir compte et de l'obliger à y aller. "L'enfant a besoin d'être écouté et entendu dans sa difficulté", soutient le Dr Le Heuzey. Elle recommande de faire appel à un psychologue ou un pédopsychiatre qui pourra l'aider bien sûr et saura établir un lien avec le médecin scolaire. Certaines attitudes sont à éviter. "L'encourager à ne pas aller à l'école est fortement déconseillé", insiste le Dr Le Heuzey. Justifier les angoisses de l'enfant par une déficience du système scolaire et des professeurs n'est pas souhaitable. Outre l'aspect pédagogique, l'école donne à l'enfant l'opportunité de se socialiser. Ce dernier a besoin, au contraire, d'être encouragé dans une démarche scolaire. En cas de racket, ou de participation "abusive" à des jeux dangereux, il est recommandé d'impliquer davantage l'école.

L'enfant a besoin d'être soutenu dans le fait que ses agresseurs ont tort. Le changer d'établissement n'est pas forcément la solution, hormis dans des cas extrêmes. Là encore, prévient la psychiatre : "Il est préférable de vérifier, s'il existe un terrain anxieux, et d'y apporter une solution." Donner les moyens à l'enfant de gérer certaines situations difficiles peut éviter de le déscolariser, et donc de le désocialiser.

Il est vrai que la cour d'une école ou d'un collège n'est pas sans occasion de confrontation. Tout comme celle des grands, des adultes, d'ailleurs.

ALGER, AGENCE NATIONALE DES DÉCHETS

Campagne d'évaluation quantitative des déchets ménagers

La campagne d'évaluation quantitative des déchets ménagers et assimilés, a été lancée, jeudi 1er juillet, au titre de la saison estivale 2021 dans la wilaya d'Alger...

PAR BOUZIANE MEHDI

La campagne a été lancée dans l'objectif d'extraire l'indice d'évaluation quantitative des déchets ménagers et des déchets produits par les opérateurs économiques et administratifs, a indiqué l'APS, précisant que cette campagne touchera les communes de Kouba, Bordj el-Kiffan, Mahelma et Alger-Centre, avec la participation des communes, des entreprises de collecte et de transport des déchets NetCom et Extranet, en sus d'associations de la société civile, acteurs du domaine de l'environnement.

Cette "campagne vise également à définir la moyenne d'évaluation quantitative de la denrée du pain non consommée par le citoyen", a indiqué Akila Boudraa, cadre à l'AND, en marge du lancement de cette campagne, ajoutant que cette "initiative cible le citoyen, en prenant contact directement avec lui, à l'effet de déterminer la quantité des déchets produits par jour par une seule personne, d'autant qu'il est procédé au pesage des déchets produits quotidiennement par une seule personne et il sera procédé, par la suite, à l'analyse de ces données, en vue d'extraire l'indice



d'évaluation quantitative des déchets ménagers et de l'indice d'évaluation quantitative des déchets produits par les opérateurs économiques et administratifs".

Ce projet tend également à connaître la moyenne d'évaluation quantitative du pain qui n'a pas été consommé par le citoyen, a fait savoir l'APS, soulignant qu'à l'instar de la capitale, cette campagne a débuté dans cinq wilayas à ce jour, à savoir, Ouargla, Laghouat, Skikda et Oran.

Il sera procédé à la "sélection de trois agglomérations dans chaque commune : l'agglomération chef-lieu, l'agglomération secondaire et la zone mixte, tout en consacrant les deux premiers jours à la sensibilisation de 650 citoyens répartis sur 130 logements,

sur l'importance de ce projet", selon les explications de Mme Boudraa.

Selon l'APS, les résultats tirés des campagnes des quatre saisons de ce projet, permettront aux responsables dans le domaine de gestion des déchets au niveau national, de mettre en place les moyens matériels et humains indispensables à la gestion de leurs communes, notamment à travers la détermination du nombre de conteneurs et du nombre de rotation des camions de collecte des déchets et cette opération permettra également au centre d'enfouissement technique de connaître la quantité des déchets qui y seront réceptionnés.

B. M.

ALGER, COUPURES D'EAU

Relance de la fabrication et du commerce des citernes en plastique

Les locaux de vente des citernes et des réservoirs d'eau en plastique ont enregistré, ces derniers jours, une affluence, sans précédent, de la part des Algérois après l'entrée en vigueur du programme d'urgence de distribution de l'eau potable mis en place par la Seaal, ce qui a relancé la fabrication et le commerce de ces équipements et fait flamber les prix en un temps record.

Des commerçants, interrogés par l'APS dans les différentes communes d'Alger, ont convenu que la demande sur les citernes d'eau en plastique "a notablement augmenté ces derniers jours, affirmant que la marchandise est sitôt acquise sitôt épuisée", ce qui les amène à s'approvisionner quotidiennement auprès des grossistes pour satisfaire la demande en cette conjoncture de stress hydrique en plein été.

La somme nécessaire pour acheter une citerne, un surpresseur et tous les accessoires oscille entre 30.000 et

50.000 DA, sachant que c'est la capacité du réservoir et la puissance du surpresseur qui définissent le prix final en plus des frais de la main d'œuvre allant de 6.000 à 15.000 DA, en fonction de la distance entre la canalisation et l'endroit de l'installation du réservoir.

Quant aux prix des citernes, ils ont enregistré ces derniers temps une augmentation de l'ordre de 5.000 -10.000 dinars, selon un commerçant qui a précisé qu'une citerne de 300 litres est aujourd'hui vendue à 9.500 dinars, celle de 500 litres à 11.000 dinars, celle de 800 litres à 14.000 dinars et la citerne de 1.000 litres à 15.000 dinars. Un grossiste d'El-Hamiz a imputé cette hausse des prix au manque de la matière première.

Outre les citernes en plastique, le marché propose aussi des citernes en métal de qualité, mais leurs prix sont plus élevés.

Le produit vendu sur le marché est de fabrication locale et est acheminé de

l'usine de plastique de Sétif par les grossistes d'El-Hamiz qui les distribuent aux détaillants de la capitale.

L'APS a constaté que la plupart des commerces qui exercent cette activité proposent tout le nécessaire : les réservoirs, leurs accessoires, une main d'œuvre qualifiée en plomberie pour le montage et le transport payant et parfois gratuit.

Approchés par l'APS, plusieurs citoyens ont exprimé leur satisfaction quant au montage de citernes d'eau potable fabriquées localement, estimant que l'acquisition de ce matériel, en dépit de ses prix relativement élevés, est devenue inévitable en raison de la situation exceptionnelle de la distribution d'eau potable à Alger à l'instar des autres wilayas du pays, tandis que d'autres citoyens optent pour des cuves de stockage en raison du manque d'espace dans leur logement.

APS

ORAN

Salon international de l'investissement en industrie

La troisième édition du Salon international de l'investissement en industrie, bâtiment, énergie et exportation s'est ouverte, jeudi 1^{er} juillet, au centre des conventions Mohamed-Benahmed à Oran, avec la participation de 87 exposants nationaux et étrangers.

Organisé par l'agence Sunflower Communication en partenariat avec l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), le salon regroupe près de 50 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans l'immobilier, la construction et l'export, ainsi que des filiales de sociétés étrangères opérant en Algérie, Tunisie, Canada, Turquie, Chine, France et Belgique, entre autres.

La manifestation économique de quatre jours, rassemblant trois salons à la fois : de l'immobilier, bâtiment et travaux publics, de l'industrie, sous-traitance et export et de transport et logistique, constitue un espace d'échange entre les professionnels et les opérateurs économiques et d'opportunités de partenariat et d'investissement productif dans ces secteurs vitaux.

Pour rappel, l'édition précédente du salon a vu la participation d'environ 93 exposants nationaux et étrangers, et la conclusion de plus de 50 accords de partenariat entre des opérateurs locaux et des étrangers dans de nombreux domaines dont l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, les supports et équipements informatiques modernes.

TAMANRASSET

38 agents des Douanes ont prêté le serment

38 agents des Douanes ont prêté le serment d'entame de leur mission, lors d'une cérémonie organisée à Tamanrasset par la direction régionale des Douanes algériennes, en coordination avec le tribunal territorialement compétent.

La cérémonie, qui a eu lieu lundi 28 juin, a concerné un premier groupe de 38 agents et sera suivie d'une autre prochainement et va toucher le reste des agents douaniers concernés.

La procédure de prestation de serment, en vertu des lois en vigueur, leur permet d'accomplir leurs missions et de remplir leurs engagements et attributions, dont la protection de l'économie nationale et la lutte contre la criminalité.

Ces agents douaniers avaient subi une formation, théorique et pratique, d'une année dans les écoles de douanes d'Ouargla et Batna avant d'être affectés vers différentes directions et unités des Douanes. Leur formation a porté sur les différentes missions douanières et la relation avec l'environnement.

APS

CUBA

Soulèvement populaire pour dénoncer les restrictions

Exaspérés par les pénuries et épuisés par les files d'attente interminables devant des étals des magasins quasi vides, des milliers de Cubains ont manifesté à travers le pays, aux cris de "Liberté !", "A bas la dictature !" et "Nous n'avons pas peur !".



Face à ces mobilisations historiques, le gouvernement cubain s'est dit prêt à défendre la révolution "coûte que coûte", tandis que Washington a mis en garde La Havane contre tout usage de la violence. Pris par surprise par ce soulèvement, qui a éclaté dans plusieurs villes du pays dont la capitale, le Président Miguel Diaz-Canel a appelé ses partisans à répliquer dans la rue. "L'ordre de combattre a été donné. Dans la rue les révolutionnaires !", a lancé, dans une allocution télévisée, le Président,

qui a accusé "la mafia cubano-américaine" d'être derrière ce soulèvement. "Nous appelons tous les révolutionnaires du pays, tous les communistes, à sortir dans les rues où vont se produire ces provocations, dès mainte-

nant et les prochains jours. Et à les affronter de manière décidée, ferme et courageuse", a-t-il ajouté. Devant les journalistes, le Président cubain a accusé une nouvelle fois les sanctions américaines d'être respon-

sables de la crise : "Si vous voulez que le peuple aille mieux, levez d'abord l'embargo." Miguel Diaz-Canel a toutefois reconnu que "des gens étaient venus manifester leur insatisfaction", parlant de "révolutionnaires désorientés".

Les manifestations ont commencé de façon spontanée dans la matinée, événement rarissime dans ce pays gouverné par le Parti communiste (PCC, parti unique), où les seuls rassemblements autorisés sont généralement ceux du parti. Le site de *datajournalisme Inventario* a recensé au moins 25 rassemblements dans différentes villes de l'île. La plupart ont été diffusés en direct sur les réseaux sociaux, dans ce pays où l'arrivée de l'Internet mobile, en décembre 2018, a porté les revendications de la société civile sur la place publique de façon inédite. A partir de la mi-journée, l'accès à la 3G a d'ailleurs été coupé dans une grande partie du pays. Il n'a été rétabli qu'en milieu de soirée.

HAÏTI

L'un des cerveaux présumés de l'assassinat du Président arrêté

La police haïtienne a annoncé le 11 juillet avoir arrêté l'un des cerveaux présumés de l'assassinat du Président Jovenel Moïse, un ressortissant haïtien que les autorités accusent d'avoir recruté des mercenaires dans le but de chasser Moïse du pouvoir et de prendre la place de ce dernier. Le chef de la police a déclaré que le suspect, Christian Emmanuel Sanon,

âgé de 63 ans, était arrivé début juin à Haïti à bord d'un avion privé, accompagné d'un personnel de sécurité, avec l'objectif d'accéder à la présidence. S'exprimant lors d'une conférence de presse, il a indiqué que les motivations de Christian Emmanuel Sanon étaient politiques et que l'homme avait été en contact avec deux autres

"auteurs intellectuels" de l'assassinat. Depuis l'assassinat du chef de l'État, qui a amplifié la crise dans laquelle est plongé le pays des Caraïbes, la police haïtienne a arrêté 18 ressortissants colombiens et 3 Américano-Haïtiens. 5 autres ressortissants colombiens sont en fuite et 3 autres ont été tués. Selon une personne au fait de la

question et le Miami Herald, les assassins présumés ont dit aux enquêteurs qu'ils s'étaient rendus dans la résidence privée de Jovenel Moïse pour l'arrêter, pas pour le tuer.

MOLDAVIE

Le parti de la Présidente en tête des législatives

Le parti de centre-droit de la chef d'État moldave, Maia Sandu, arrive en tête des législatives anticipées dans le pays. Le bloc des communistes et socialistes arrive en deuxième position. D'après les résultats des législatives anticipées du 11 juillet en Moldavie, après le dépouillement de presque 70 % des bulletins, le parti Action et solidarité (PAS, centre-droit) de la Présidente Maia Sandu recueille près

de 47 % des suffrages, contre 31 % pour le bloc des socialistes et communistes 20 partis et 2 blocs participaient à ce scrutin, convoqué par Maia Sandu. Celle-ci a remporté la présidentielle en novembre 2020, mais le Parlement était dominé jusqu'à présent par Igor Dodon. A la sortie de son bureau de vote dans la journée, la dirigeante du pays avait déclaré à la presse : "J'ai voté pour qu'on mette de l'ordre dans notre

pays, pour qu'on se débarrasse de ceux qui ont pillé notre pays pendant tant d'années." Igor Dodon, de son côté, avait accusé le 9 juillet les autorités de préparer des "provocations" pour les élections et brandi la menace de manifestations, selon l'AFP. D'après la presse moldave, citant la police, 242 "possibles violations" électorales, le plus souvent peu significatives, ont été relevées.

BULGARIE

Le chanteur Slavi bien placé pour remporter les législatives

Slavi Trifonov, chanteur reconverti en homme politique, a créé une surprise encore plus grande qu'attendue en Bulgarie. Emmenés par sa formation, les partis protestataires ont accentué leur percée aux législatives anticipées dimanche, tandis que les conservateurs de l'ancien Premier ministre Boïko Borissov étaient affaiblis par des accu-

sations de corruption. L'abstention de plus de 60 % a en outre dominé le scrutin. Selon les différents sondages publiés à la sortie des bureaux de vote, les deux forces adverses sont créditées de 21 à 24 % des voix. Il est maintenant en passe d'être détrôné par le nouveau parti antisystème de Slavi Trifonov, baptisé Il y a un tel peuple

(ITP). Après une campagne discrète, Slavi a prévenu : il ne s'alliera pas avec les partis du "statu quo", dont les socialistes. En revanche, il s'est dit prêt à négocier avec les représentants de ceux qui sont descendus dans la rue à l'été 2020 et sont galvanisés par le vent du changement.

Agences

AFGHANISTAN Une offensive des taliban repoussée dans la province de Takhar

Les forces gouvernementales afghanes, appuyées par l'armée de l'air, ont repoussé une offensive des taliban contre Taloqan, capitale de la province de Takhar, dans le nord-est de l'Afghanistan, ont déclaré des responsables locaux.

"L'offensive des ennemis a été repoussée, ils ont subi des pertes sans précédent, 55 ont été tués et 90 ont été blessés", a dit Abdullah Qarluq, le gouverneur de la province de Takhar, frontalière du Tadjikistan.

Le ministère afghan de la Défense a fait état sur Twitter d'une dizaine de taliban tués à la périphérie de Taloqan.

"Les taliban ont attaqué Taloqan samedi soir de quatre directions, mais ils se sont heurtés à une forte résistance des forces de sécurité et de la population", a dit à Reuters Khalil Asir, porte-parole de la police de Takhar.

Agences

Elisa Loncon, la voix mapuche du nouveau Chili

L'indigène et universitaire Elisa Loncon dirigera la rédaction de la nouvelle Constitution au Chili.

Lorsqu'elle est élue présidente de l'Assemblée constituante, avec 96 votes sur 155 voix, Elisa Loncon - indigène mapuche et universitaire - se lève de sa chaise et brandit le drapeau de sa communauté indigène mapuche, qu'elle exhibe à la ronde. Le regard serein et le menton fier, la militante et universitaire de 58 ans en impose, malgré sa petite carure.

"Cette convention transformera le Chili en un pays interculturel, qui respecte les droits des femmes, les droits de la Terre Mère et les droits des peuples originels", assène-t-elle, le poing levé. Pendant les prochains douze mois, Elisa Loncon, dirigera la rédaction de la nouvelle Constitution chilienne, votée par référendum en 2019. Éluë parmi 17 représentants mapuche, c'est elle qui décidera les thèmes qui seront abordés lors des débats qu'elle devra modérer.

Une militante au long cours

Nul doute qu'Elisa Loncon saura tenir son rôle : engagée, elle l'a été toute sa vie. Petite, elle se rendait à pied à l'école, à 8 kilomètres de son village natal de Traiguén, près de la cordillère des Andes. Ses parents militaient déjà pour l'autogestion des territoires indigènes, au sein du parti socialiste. Dans les années 80, elle s'est engagée à son tour dans des organisations étudiantes de gauche, à Santiago, en pleine dictature d'Augusto Pinochet. Après des années d'études littéraires et de sciences sociales aux Pays-Bas, au Canada et au Mexique, elle est rentrée au Chili. Depuis, elle enseigne l'anglais et le mapudungun, la langue mapuche.

Un Chili pluriel, démocratique et participatif

Un long pendentif argenté orne sa poitrine, symbole de pouvoir féminin dans la tradition mapuche. La voix légèrement tremblante, mais le regard fixe, Elisa Loncon assure : "Cette élection honore les femmes et les peuples indigènes, qui luttent contre tous les systèmes de domination."

Elisa Loncon rêve d'un Chili "pluriel, démocratique et participatif". Son élection, dimanche 4 juillet, à la présidence de l'Assemblée constituante chargée de rédiger la nouvelle Loi fondamentale est historique à plus d'un titre. Femme et mapuche, l'ethnie majoritaire du Chili, elle incarne les principales aspirations des révoltes populaires d'octobre 2019 : une société et un modèle économique plus justes et plus égalitaires, la reconnaissance des peuples indigènes et une meilleure distribution du pouvoir.

"Nous allons convoquer jusqu'au der-



nier recoin du pays pour les droits de notre nation autochtone, de la terre-mère, de l'eau, des femmes, des enfants", a-t-elle déclaré, dimanche après son élection.

Elle sait qu'elle vit un moment sans précédent, fruit d'une série d'événements historiques : la révolte sociale de 2019, le référendum du 25 octobre 2020, lors duquel les Chiliens ont massivement exprimé la nécessité d'une réforme de la Constitution, et la sélection, les 15 et 16 mai, des 78 citoyens et 77 citoyennes qui composent désormais l'Assemblée constituante. Leur mission sera la rédaction d'une nouvelle Constitution nationale, en remplacement du texte actuel hérité de la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Le symbole tragique d'une époque

Commandant en chef de l'armée chilienne le général Pinochet prend la

tête du coup d'État du 11 septembre 1973 contre le gouvernement du président socialiste Salvador Allende, élu démocratiquement en 1970. À la suite de ce coup de force, une dictature militaire se met en place : Pinochet dirige le pays pendant 17 ans, d'abord comme président de la junte de 1973 à 1974, ensuite comme président de la République désigné par la junte 1974-1981 puis comme président de la République dans le cadre d'un nouveau régime constitutionnel mis en place à partir du 11 mars 1981.

La dictature d'Augusto Pinochet est marquée par de multiples violations des droits de l'Homme (plus de 3 200 morts et disparus, plus de 38.000 torturés, des dizaines de milliers d'arrestations de dissidents), lesquelles ont fait l'objet de trois rapports et de quatre procédures judiciaires dans les années 90 et 2000, et ont entraîné l'exil de plusieurs centaines de milliers de Chiliens. La présidence

de Pinochet est dénoncée dans son ensemble comme une période de dictature militaire, par de nombreux médias et ONG ainsi que par ses opposants. Elle est décrite comme telle par les historiens ; la qualification de dictature est également reprise par le rapport Valech, publié au Chili en 2004. Ses partisans chiliens considèrent au contraire qu'il a "sauvé" le pays en l'empêchant d'adopter le communisme.

Le miracle chilien

Sur le plan économique, le régime de Pinochet est marqué par la libéralisation de l'économie, la liberté des échanges et l'ouverture du pays à la concurrence internationale¹⁴, réformes inspirées par les - Chicago boys -, rompant avec les précédentes politiques économiques interventionnistes¹⁵. La situation de stabilité économique qui aurait été atteinte par le Chili sous le régime de Pinochet est louée par les partisans de ses réformes ; Milton Friedman a lancé à ce sujet l'expression de "miracle chilien". L'ampleur, voire la réalité, de cette réussite économique donne lieu à de nombreux débats.

Les années au pouvoir de Pinochet lui permettent de s'enrichir considérablement à la faveur de dizaines de comptes bancaires détenus secrètement à l'étranger et d'une fortune en biens immobiliers. Il sera ultérieurement poursuivi en justice pour des détournements de fonds provenant des privatisations, des fraudes fiscales et pour de possibles commissions prélevées sur des contrats de ventes d'armes. Augusto Pinochet perd le référendum de 1988 qu'il a organisé pour se maintenir au pouvoir et doit participer à la préparation de la transition vers la démocratie.

Une personnalité qui ne laisse pas indifférent

Après avoir cédé le pouvoir à Patricio Aylwin le 11 mars 1990, il reste commandant en chef de l'armée chilienne jusqu'en 1998, puis devient sénateur à vie, en tant qu'ancien Président.

Le 10 octobre 1998, il est arrêté à Londres à la suite d'une plainte internationale déposée en Espagne pour "génocide, terrorisme et tortures". Il est libéré pour raisons de santé en mars 2000 et peut alors retourner au Chili. Personnalité chilienne qui a suscité l'admiration des uns et la haine des autres, le journaliste argentin Washington Uranga le décrit comme "le symbole tragique d'une époque". Il meurt avant que les procédures judiciaires engagées contre lui n'aient abouti.

Aujourd'hui tout est à reconstruire, à commencer par la nouvelle Constitution, et c'est là que des femmes comme Elisa Loncon auront la lourde tâche d'écrire la nouvelle Histoire du Chili.

Agences

SELECTION
NATIONALE U-17**Le staff écourte
le stage pour cause
de Covid-19**

Sur décision du médecin de la sélection, appuyée par la commission médicale fédérale de la Fédération algérienne de football, le staff technique de l'équipe nationale des U-17, emmené par Rezki Remmane, a pris la sage décision d'écourter le stage qui devait prendre fin le 16 du mois de juillet à cause de la détection de cas de Covid-19.

En effet, aux deux cas testés positifs lundi, 6 autres joueurs sont venus s'ajouter à l'issue de tests PCR, alors que la sélection était sur le point d'affronter l'USM Alger en match d'application au Centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa.

Pour rappel, l'équipe nationale des U-17 était en stage depuis le 6 juillet et avait déjà disputé une rencontre face au Paradou AC (3 à 0) et devait enchaîner avec l'USMA puis le NA Hussein-Dey le 15 de ce mois.

Tous les membres de la délégation de l'équipe nationale, hébergés à l'hôtel Olympique de Dely Ibrahim, se sont mis en confinement chacun dans sa chambre le temps de connaître les résultats des derniers tests PCR avant de quitter le regroupement.

Le staff technique a décidé de reprendre le stage ultérieurement, une fois la situation sanitaire stabilisée. Enfin, la Faf remercie la direction de l'USMA pour sa compréhension et sa collaboration.

CHAMPIONNAT DE LIGUE 1
**Les dates des 33^e
et 34^e journées
fixées**

La Ligue de football professionnel informe l'ensemble des clubs professionnels de la ligue 1 que la programmation des 33^e et 34^e journées du championnat est comme suit : la 33^e journée aura lieu vendredi 23 juillet, alors que la 34^e journée est programmée le mardi 27 juillet.

Les horaires des rencontres seront communiqués prochainement, selon la LNF.

MERCATO

**Benlamri va passer
sa visite médicale**

Annoncé depuis plusieurs semaines du côté du Qatar SC, le défenseur international algérien Djamel Benlamri devrait passer sa visite médicale avant de s'engager avec le club qatari, selon les informations des médias qataris.

Libre de tout contrat depuis juin dernier et son passage compliqué en Ligue 1 Uber Eats avec l'Olympique Lyonnais, où il n'a disputé que huit rencontres toutes compétitions confondues avec le club rhodanien sur l'ensemble de la saison 2020-2021, Djamel Benlamri est sur le point de retrouver un club.

En effet, comme annoncé depuis plusieurs semaines, l'international algérien devrait rejoindre le Qatar SC.

Avant cela, l'ancien défenseur de l'ES Sétif passera sa visite médicale avant de parapher son contrat avec le club qatari. En manque de temps de jeu la saison dernière, il espère se relancer afin de disputer la Coupe du monde 2022 au Qatar.

FOOTBALL, 31^e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1**Les Canaris affronteront
les Sang et Or**

La JS Kabylie, battue samedi dernier en finale de la Coupe de la Confédération par les Marocains du Raja Casablanca (1-2), retrouvera l'ambiance du championnat en recevant, ce soir, le NA Hussein-Dey, en match comptant pour la 31^e journée du championnat de Ligue 1.

PAR MOURAD SALHI

Les Canaris devront puiser dans toutes leurs ressources morales pour se surpasser et oublier la désillusion de Cotonou, en essayant de remporter cette rencontre face à un club qui semble retrouver des couleurs en alignant 2 succès de rang à domicile face, respectivement, au CABBA (3-0) et à la JSMS (2-0).

La JSK, qui partage la 8^e place avec l'Olympique Médéa, avec un total de 45 points, n'aura d'autre choix que de l'emporter pour retrouver la confiance. La venue du Nasria au stade DU 1^{er}-Novembre ne s'annonce pas de tout repos pour une équipe qui vient juste de revenir d'un long et harassant voyage continental.

"La page de la finale a été tournée. Avec ce genre de match d'envergure, les joueurs ont acquis une certaine expérience. Nous sommes à présent concentrés sur d'autres objectifs, à commencer par le match de championnat face au NAHD. Certes, nous allons faire face à un rythme très élevé avec la multiplication des matchs, mais nous allons gérer", a indiqué le



coach des Canaris, Denis Lavagne. La JSK, qui compte encore 4 matchs en retard face, respectivement, à l'USMA, CRB, WAT et JSMS, aura une belle opportunité de se refaire une santé et se rapprocher du podium. C'est vrai que son principal objectif reste la Coupe de la Ligue, qualificative pour la prochaine édition de la Coupe de la Caf, mais la JSK ne veut pas lâcher le championnat. Côté effectif, le club se présentera avec l'ensemble des joueurs. Tout le monde, y compris Zakaria Boulahia, est prêt pour ce rendez-vous à ne pas rater à domicile contre une équipe qui veut s'extirper de la zone de turbulences.

Lors du match aller disputé le mois de février dernier, la JS Kabylie l'avait remporté sur le score de 2 buts à 0 au stade du 20-Août, mais les données ont changé et le Nasria respire la forme en ce moment. L'entraîneur Abdelkader Yaïche semble trouver les mots qu'il faut pour redonner

confiance à ses joueurs. En revanche, les Sang et Or se présenteront face à leurs homologues sans les services de certains joueurs qui ne sont pas des moindres pour différentes raisons. Il s'agit de 3 défenseurs centraux, à savoir Azzi Imad-Eddine, suspendu pour cumul de cartons, Sebah Zine Elabidine et Aymen Boucheriha en raison de blessures. Le Nasria sera privé de sa charnière centrale lors de ce rendez-vous.

Les deux autres joueurs, Rachid Nadji et Islam Bouloudène, qui ont contracté des blessures lors de la dernière sortie avec leur équipe, n'ont rien de grave, selon une source médicale. Leur participation dépendra du staff technique. La commission fédérale d'arbitrage a confié cette rencontre à l'arbitre Saïdi. Ce dernier sera épaulé dans sa mission par ses deux assistants Hadj Saïd et Miraoui. Le quatrième arbitre est Messeleka. Le coup d'envoi de la partie est prévu à 21h.

M. S.

RC RELIZANE

**Bougherara confiant pour le maintien
après des débuts réussis**

Le nouvel entraîneur du RC Relizane, Lyamine Boughrara, qui a réussi à obtenir 6 points pour ses 2 premiers matchs avec la formation, s'est dit, samedi, confiant quant aux chances de son équipe de se maintenir parmi l'élite.

"Je suis satisfait de la réaction de mes joueurs qui se sont montrés réceptifs à mon discours, ce qui nous a permis de réussir un sans-faute au cours des 2 précédents matchs.

Cela augmente sérieusement nos chances de maintien", a déclaré, à l'APS, l'ancien gardien international.

Boughrara a rejoint le nouveau promu en début de semaine passée en remplacement de Si Tahar Cherif El Ouazzani, désigné à la tête de la barre technique du Paradou AC, rappelle-t-on.

Sous sa houlette, les Relizanais ont réussi à gagner 2 rencontres consécu-

tives au cours des deux précédentes journées, d'abord contre l'AS Aïn M'lila (2-1) à domicile, puis devant le WA Tlemcen (1-0) en déplacement.

"Ces deux succès nous permettent de respirer et d'aborder le reste du championnat avec une grande sérénité. Je pense, notamment, à notre prochaine rencontre de mardi face au NC Magra, soit un concurrent direct dans la course au maintien, ce qui fera de ce rendez-vous un match à 6 points", a poursuivi Boughrara, passé cette saison par l'USM Bel-Abbès (Ligue 1) et le CA Batna (Ligue 2). Dans le même registre, le néo-coach du Rapid a dit tabler sur un sans-faute au cours des quatre matchs qui restent aux siens dans leur stade (contre quatre autres à l'extérieur) pour assurer définitivement le maintien en Ligue 1.

Par ailleurs, il a assuré qu'il devrait obtenir sa licence "dans les pro-

chains jours" après avoir pris place sur le banc contre le WAT, jeudi passé, grâce à une dérogation délivrée par la Ligue de football professionnel (LFP).

"Les dirigeants du RCR m'ont rassuré quant à ma qualification prochaine par la LFP en procédant à la résiliation du contrat de mon prédécesseur pour me permettre d'obtenir ma licence", a expliqué Boughrara qui s'est engagé avec le club de l'ouest du pays "jusqu'à la fin de saison", tout en n'écartant pas l'idée de prolonger son bail en vue de l'exercice à venir.

À l'issue de la 30^e journée, le RCR, qui s'est vu retirer quatre points dans l'affaire de son match contre l'ES Sétif, pointe à la 16^e place (1^{er} non relégable) avec 32 unités, devançant de deux points le WAT, 17^e et qui compte un match en moins.

APS

MICHEL SARDOU L'INDOMPTABLE



21h00



Avec à son actif 25 albums studio, 50 ans de carrière et plus de 95 millions de disques vendus, Michel Sardou est un monument de la musique populaire. De "La maladie d'amour" à "Je vole" en passant par "La java de Broadway", tous ses tubes ont marqué l'histoire de la chanson française.

INSPECTEUR LEWIS



21h00



Adam Capstone, maître de conférences à l'université d'Oxford, a été tué par l'explosion d'un colis piégé. Avec son frère David, ce chercheur surdoué était à l'origine de recherches financées par la Fondation Lockston, concernant l'ADN. Nombreux sont ceux qui le jalouaient !

LE CONCERT DE PARIS



21h00



France 2 célèbre le 14 juillet. A cette occasion, l'Orchestre National de France, la Maîtrise et le Chœur de Radio France jouent en direct, pour la neuvième année consécutive, lors du "Concert de Paris". Les musiciens réunis au pied de la tour Eiffel célèbrent le bonheur et la joie de jouer ensemble.

LE MYSTÈRE DU BOIS GALANT



21h00



Emma Thélier, capitaine de police, passe quelques jours de vacances chez sa mère, en Charente-Maritime. Au détour de son jogging en forêt, elle tombe sur un homme assassiné. Après avoir fait les premières constatations, Emma, qui connaît bien la région, se voit confier l'enquête sur ce meurtre.



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

BLACKKLANSMAN : J'AI INFILTRÉ LE KU KLUX KLAN



21h00



Au début des années 70, en plein mouvement pour les droits civiques émaillé d'émeutes à travers le pays, Ron Stallworth, le premier policier noir de Colorado Spring, las d'être cantonné à des tâches administratives, réussit à nouer des liens par téléphone avec l'antenne locale du Ku Klux Klan, l'organisation secrète raciste et antisémite.

LA PLUS GRANDE SCÈNE DE FRANCE



21h00



Chaque année depuis 1992, le festival des Vieilles Charrues de Carhaix, en Bretagne, célèbre la musique lors d'une programmation éclectique. Rock, pop, world music, électro : tous les genres de musique et tous les artistes sont bienvenus.

ZONE INTERDITE



21h00



Le camping-car a le vent en poupe. Alban et Sandra ont craqué pour un motor-home de 12 mètres de long. Florence et Julien ont fabriqué leur van eux-mêmes à partir d'un véhicule utilitaire. Greg, Étienne, Alicia et Clément, ont, eux, décidé de découvrir la Croatie.

FBI MOST WANTED



21h00



Jess LaCroix réunit une petite équipe d'analystes et d'agents spéciaux expérimentés pour créer une division spéciale du FBI chargée de retrouver les criminels les plus recherchés des Etats-Unis. Sur cette liste figure notamment le nom d'un médecin qui a tué son épouse alors qu'elle était en ligne avec les services d'urgence...

Web : www.lemidi-dz.com

MIDI

Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	03:52
Dohr	12:54
Asr	16:45
Maghreb	20:10
Icha	21:47

FACE À LA RÉPRESSION MAROCAINE

LE GOUVERNEMENT SAHRAOUI PRESSE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À AGIR

Le ministère sahraoui des Territoires occupés et des Communautés sahraouies à l'étranger dénonce les violences et les pratiques d'intimidation commises par les forces d'occupation marocaines à l'encontre de la famille de Sultana Khaya, appelant à traduire en justice les responsables de ces crimes.

"La famille de Khaya continue de subir un siège policier depuis 237 jours consécutifs avec plusieurs incursions dans sa maison", relate, dans un communiqué, le ministère sahraoui. "La famille subit des mauvais traitements et des humiliations, en particulier les filles, Sultana et Al-Waara, qui souffrent de harcèlement sexuel. Leurs biens sont également volés", décrit encore le ministère sahraoui qui met en garde contre "la situation mentale et physique préoccupante de la famille Khaya dans la ville occupée de Boudjdour."

Toujours selon ce communiqué, "les forces d'occupation marocaines ont jeté des substances inconnues, nauséabondes, dans la maison, semant la panique et la peur parmi les membres, parmi lesquels, la mère de 84 ans, Minatu Embeirik, et un enfant mineur, Fadel Embeirik." Le gouvernement sahraoui prévient : "Nous tenons les forces d'occupation marocaines pour responsables des conséquences de leur siège et de l'assignation à résidence imposée à la famille Khaya pendant près de 8 mois et nous exigeons que toutes les personnes impliquées dans le harcèlement sexuel de leurs filles, ainsi que les responsables, soient traduits en justice pour les traitements dégradants et discriminatoires à l'encontre de cette famille et de toutes les familles sahraouies des zones occupées."

Le gouvernement sahraoui prend la communauté internationale à témoin

Dans le même communiqué, le gouvernement sahraoui appelle le Comité interna-



national de la Croix-Rouge à "prendre ses responsabilités et faire pression sur l'État marocain pour qu'il respecte les droits de l'Homme, libère immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques sahraouis, révèle le sort des disparus, ainsi que l'ouverture de la partie occupée du territoire de la République sahraouie aux médias, aux observateurs internationaux, aux personnalités et aux délégations parlementaires internationales qui souhaitent s'y rendre".

Début juillet, la Rapporteuse spéciale de l'Onu sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme, Mary Lawlor, a appelé le régime marocain à cesser de "cibler les défenseurs des droits de l'Homme et les

journalistes qui défendent les questions de droits humains au Sahara occidental occupé, et leur permettre de travailler sans représailles". Lawlor a cité, entre autres, les cas des défenseurs des droits de l'Homme "Naâma Asfari et Khatri Dadda, qui sont détenus respectivement depuis 2010 et 2019 et purgent des peines de 30 et 20 ans".

Le Maroc épinglé par l'Onu

"Non seulement les défenseurs des droits de l'Homme travaillant sur des questions liées aux droits de l'Homme au Maroc et au Sahara occidental continuent d'être injustement emprisonnés et criminalisés

pour leurs activités légitimes, mais ils sont également condamnés à des peines de prison disproportionnées et, pendant leur incarcération, ils sont soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi qu'à la torture", a déclaré Lawlor.

L'experte onusienne s'est également prononcée contre "le ciblage systématique et incessant des défenseurs des droits de l'Homme en représailles à l'exercice de leurs droits à la liberté d'association et d'expression." Réprimer les "individus et les organisations qui travaillent pour les droits de l'Homme, y compris ceux qui s'engagent avec l'Onu est profondément déplorable et nuit à la société dans son ensemble", a-t-elle regretté.

EN PRÉVISION DE L'AÏD EL-ADHA

2.382 VÉTÉRINAIRES MOBILISÉS

Les services du ministère de l'Agriculture ont mobilisé 2.382 vétérinaires en prévision de la fête de l'Aïd. Ces derniers vont se déployer à travers le territoire national en procédant à la vérification et au respect des dispositions concernant l'état sanitaire du cheptel.

Selon le communiqué du ministère "il a été procédé à la mise en état de mobilisation des services vétérinaires pour le cheptel destiné au sacrifice de l'Aïd dans la plupart des points de vente". 665 points de vente ont été ouverts à travers le territoire national dans le strict respect du protocole anti-pandémie. Contrairement aux années précédentes, ces marchés possèdent des enclos et sont régis par un responsable de vente qui vérifie les prix du mouton. Avant la destination finale, les services vétérinaires doivent établir des certificats de conformité pour le déplacement du bétail par les éleveurs jusqu'aux points de vente. Pour ce qui est des dispositions sanitaires, les vétérinaires sont à pied

d'œuvre. Les bêtes destinées au sacrifice ne doivent pas présenter un poids inférieur à 20 kg. Les signes de fièvre, de raidissement ou la présence d'un virus les signalent comme impropres à la consommation. Les vétérinaires sont tenus d'alerter également sur les dangers du kyste hydatidique. Pour l'heure, aucune anomalie sanitaire n'a été signalée. Le nouveau site *Firma.dz* est le portail dédié aux citoyens pour alerter sur d'éventuels cas suspects de maladies du cheptel. A noter que les autorités publiques ont autorisé actuellement 115 abattoirs publics pour l'abattage gratuit. En termes de prix, la spéculation semble cette fois ralentir, du fait qu'une moyenne des prix est de 40.000 DA alors qu'il y a quelques jours certains consommateurs n'ont pas hésité à déboursier 50.000 DA craignant probablement une éventuelle flambée des prix. Pour les prix cédés dans les points de vente, on annonce que 30.000 DA sera le tarif fixé par l'État.

Fayçal Abdelghani

À L'OCCASION DE LA FÊTE RELIGIEUSE DU SACRIFICE

Nouvelle grâce présidentielle

A une semaine de l'Aïd el-Adha, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété de nouvelles mesures de clémence. Cette fois, ce sont les candidats au baccalauréat détenus pour triche qui en bénéficieront.

Selon un communiqué du ministère de la Justice, quelque 60 personnes seront graciées à cette occasion à la suite d'une instruction donnée par le président de la République au Garde des sceaux, Abderrachid Tabi. "Elles rejoindront leurs familles avant la fin de la semaine en cours", précise le communiqué.

Cette grâce touche exclusivement les jeunes candidats au baccalauréat condamnés pour triche. Elle intervient un peu plus de 10 jours après les mesures de clémence décidées au profit de 18 détenus du Hirak.

Le 4 juillet dernier, soit la veille du 59^e anniversaire de la fête de l'indépendance, le Président Tebboune a gracié les détenus jugés pour attroupement et faits similaires.

BILAN CORONA EN ALGÉRIE

923 nouveaux cas et 16 décès en 24 heures

La tendance haussière de l'épidémie du coronavirus se poursuit en Algérie. Le bilan du mardi 13 juillet 2021 fait état de 923 nouvelles contaminations contre 878 cas confirmés la veille.

En matière de guérison, le bilan fait état de 584 nouveaux cas rétablis de la maladie contre 580 pour la journée du lundi. Malheureusement des familles continuent à être endeuillées avec 16 nouveaux décès, pour rappel on avait déploré la veille 15 morts.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 147.883 pendant que celui des décès atteint 3.857.

Par ailleurs, 36 patients sont actuellement en soins intensifs.